

Les communautés indigènes, dont les terres sont en théorie rendues inviolables par la Constitution, luttent en permanence contre la pression des exploitants de toutes sortes, et particulièrement dans le Mato Grosso.



« C'est la terre de mes frères. »

© Georges Bantol

Les terres perdues des ancêtres



© Georges Bantol

Un cacique de la tribu Enanewe Nawe.

Manoel a changé d'attitude, nettement. Huit heures de route depuis Cuiabá, capitale du Mato Grosso, sous la tyrannie démesurée de certaines de milliers d'hectares de soja bout à bout. On approche de la terre Irantxe, chez lui. Il n'a pas encore quarante ans et il a connu le cerrado à la place de cette immensité obstinée. Un ultime tronçon de route, en jachère : une trentaine de kilomètres de saignée rouge, ornière ruissselante sous les trombes, piégeant les camions lestés de grains qui tentent

quand même de passer. Il faut contourner l'obstacle, à travers champs. Il sort de son mutisme. « Ici, nous chassions, avant, des tatous, des émeus, des fourmilliers, des tapirs, des sangliers, ils abondaient dans la savane. Dans cette rivière, il y avait beaucoup de poissons... » Il étend les bras, vaincu par l'horizon lisse et spolié de ses repères, veut nous montrer « la limite du soja », sur cette route qui conduit à Brasnorte, commune du Nord-Ouest du Mato Grosso. C'est au poste « Mundo novo » (Nouveau monde), dix baraquas, saisissante métaphore d'un « bout du monde » propice aux échouages humains. Manoel Kanuxi est l'un des chefs de la communauté Manoki, sous-groupe des Irantxe, et il entend montrer que l'Indien a encore autorité sur la terre de ses ancêtres. « Hé, l'Allemand, remets-nous un coup à boire ! » C'est l'un des sobriquets donnés aux gens du Sud du Brésil, pionniers agricoles omniprésents dans l'État.

Les pesticides dans les eaux

Manoel est saoul, maintenant, et il vitupère à jet continu contre l'Homme blanc, très en colère. Une ligne d'arbres, enfin : « C'est la terre de mes frères... » La frontière entre deux mondes, tranchante : d'un côté, la savane

arborée, qui se prolonge plus loin en forêt tropicale jusqu'à « sa » rivière ; de l'autre, le châtimement ras du soja. Les pesticides s'écoulent dans les eaux, dit-il. « Je veux des Gps, pour prouver que les fazendeiros nous volent de la terre ! » Côté forêt, ce sont les forestiers qui harcèlent les six villages de la communauté. Le gouvernement a accepté de leur démarquer 45 000 hectares, les Manoki en revendiquent 216 000, préséance historique oblige. Dimanche, village de Cravari, Maria Angélica – « mon prénom catholique » – s'attarde un peu avant l'office, dans la petite chapelle. « On ne chasse presque plus, il faut travailler chez les fazendeiros pour gagner de l'argent et aller acheter à manger... » La veille, c'est au supermarché de Tangará da Serra que Manoel s'est arrêté pour prendre le poisson, congelé. Fin novembre dernier, vingt-quatre des trente-huit peuples indigènes recensés dans le Mato Grosso se réunissaient pour la première fois, à Chapada dos Guimarães, à proximité de Cuiabá, pour débattre d'un enjeu primordial qui les concerne tous : la défense de leurs terres. Ivar Busatto, indigéniste et coordinateur général de l'association Opération Amazonie native (Opan), ne se fait guère d'illusions. « Il y a trente ans à peine, tous ces peuples pouvaient aller et venir librement. La démarcation de leurs terres, en cours, c'est

une protection, mais d'un autre côté, cela vaut de fait autorisation d'exploiter le reste sans restriction. Tout autour, les fazendeiros détruisent tout, cela affecte inévitablement les ressources de ces communautés – eau, habitat de la faune... ». Ironie cruelle, ce sont souvent eux qui permettent aux indigènes de survivre. « Mais il n'y a du travail que le temps de nettoyer les champs pour les préparer à la culture du soja, entièrement mécanisée. » Alors, que faire ? « Collaborez, utilisez intelligemment les projets en cours afin qu'ils profitent aussi aux communautés, en prenant en compte leur vision du monde et du développement – ce dont très peu d'organismes sont capables. »

Ne pas dépendre du soja

En 2004, les Parecis ont ainsi décidé de lancer un « partenariat » avec douze fazendeiros « sélectionnés », afin de leur « louer » 15 500 hectares de leurs propres terres pour qu'ils les cultivent en soja. Ce peuple de 1 500 individus, qui ne dispose plus que la moitié des deux millions d'hectares qu'il occupait auparavant, dans l'Ouest de l'État, est confronté à un exode régulier des hommes, qui partent chercher du travail à parfois plus de 200 km de leur communauté, faute de ressources suffisantes pour leur autonomie.

Lors d'un congrès indigène, des Indiens Enanewe Nawe montrent leur territoire menacé par l'agrobusiness et la recherche d'or.



« Nous n'avons pas les moyens de rentabiliser nous-mêmes ces terrains, faute de capital et de soutien », explique Amaldo Zunizakae, jeune Pareci du village de Bacaval, et l'un des coordonnateurs du projet, qui soulève des remous au sein des peuples « parents », mais aussi des Parecis (1). « Et il a fallu inventer un montage, parce que ces terres sont réputées à usage exclusif des communautés indigènes... » Le loyer est de cinq à huit sacs de soja par hectare, le projet prévoit des formations et la création d'emplois permanents – 380 à ce jour. Le mode de culture est le plus respectueux possible de l'environnement. La moitié des revenus est capitalisée, pour permettre de créer bientôt un petit élevage et des plantations d'arbres et ne pas dépendre du soja. « Les réticences du départ s'estompent très largement, désormais, sourit Amaldo. À la fin de la saison 2005-2006, nous ferons une évaluation complète. » ■

Patrick Piro

(1) Les Nambikwara et les Irantxe y sont également associés pour 2 000 hectares.

Les « natifs, aborigènes, amérindiens, autochtones... » sont usuellement nommés « Indiens » (individu) ou « peuples indigènes » (collectif).

505 ans de spoliations

La pression de la culture du soja sur les terres n'est qu'un épisode de plus dans une longue histoire de marginalisation.

Que sait-on des Indiens du Brésil, cinq cent cinq ans après la colonisation ? Ils étaient alors entre 2 et 4 millions, et un millier de peuples. Aujourd'hui, ils sont entre 350 000 et 550 000 (0,2 à 0,3 % de la population brésilienne) et deux cent vingt peuples, parlant environ... cent quatre-vingts langues. La plupart vivent dans des villages, partout dans le pays – et pas seulement en Amazonie. Mais aussi – les trois quarts ? –, dans les villes. Depuis 1500, l'histoire des Indiens est une suite de spoliations et d'exactions, tempérée de mesures paternalistes, entre prédation et culpabilité. Au gré des politiques du pouvoir central – les « civiliser », les protéger, les déplacer dans des réserves –, il était admis, dans les années 1970 que les Indiens étaient condamnés à disparaître. Leur croissance démographique (7 % par an contre 2 % pour le Brésil) dément cette fatalité, et donne du poids à leurs revendications – l'accès à la terre tout d'abord, celle de leurs ancêtres, dont ils ont été dépossédés.

Car la Constitution de 1988 leur reconnaît le droit de vivre selon leurs traditions, sur des territoires couvrant 11 % du pays. Souvent étriés, et surtout encore non démarqués pour une majorité, ils sont l'objet d'une multitude de conflits, avec les forestiers, les garimpeiros (chasseurs de métaux précieux), les propriétaires terriens, les aménageurs... Harcelés, les Indiens se rebiffent parfois. Au printemps 2004, les Cinta Larga du Rondônia ont tué plusieurs garimpeiros. Ou bien lâchent prise, comme chez les Guarani-Kiowa du Mato Grosso do Sul, frappés par une récente vague de suicides.

Dispersés, mal informés, souvent peu mobilisés, les Indiens apprennent à agir comme force politique. Gersen Baniwa, un de leurs animateurs, identifie quatre périls immédiats à conjurer : la manœuvre de lobbies politiques et économiques pour limiter leurs droits fonciers ; le manque de volonté de Brasília pour régulariser leurs terres ; leur marchandisation par le gouvernement, qui tente de les acheter pour eux au lieu d'exproprier leurs occupants illégitimes ; et... les premières locations, par des Indiens, de leurs terres à des fazendeiros.

P.P.